



HAL
open science

Les travailleuses et travailleurs du sexe à Marseille aux temps du premier confinement : stratégies de réponse et réseaux de solidarité

Melissa Blanchard, Roberta Derosas

► To cite this version:

Melissa Blanchard, Roberta Derosas. Les travailleuses et travailleurs du sexe à Marseille aux temps du premier confinement : stratégies de réponse et réseaux de solidarité. Les Cahiers de l'OPPEE, 2023, L'adaptation des pratiques professionnelles de soins et des réseaux de solidarité en temps de pandémie, 2, pp.45-62. halshs-04298546

HAL Id: halshs-04298546

<https://shs.hal.science/halshs-04298546>

Submitted on 22 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Titre :

Les travailleuses et travailleurs du sexe à Marseille aux temps du premier confinement : stratégies de réponse et réseaux de solidarité

Autrices :

Melissa Blanchard, anthropologue, est chargée de recherche au CNRS, auprès du Centre Norbert Elias. Au cours de ses recherches elle a mené une réflexion croisée sur les thèmes de la migration, du genre, du retour et de la citoyenneté.

Roberta Derosas, éducatrice spécialisée, est travailleuse sociale et cheffe de service auprès de l'Association de santé communautaire Autres Regards, à Marseille.

Résumé

Cette enquête a été réalisée au temps du premier confinement auprès d'un groupe de travailleuses et travailleurs du sexe (TDS) de Marseille et vise à comprendre comment iels se sont réorganisé·e·s face à la diminution ou à l'arrêt du travail imposés par le confinement. Parmi les populations les plus vulnérables, les TDS ont été particulièrement affecté·e·s par la pandémie, cependant le confinement n'a pas entraîné la même situation de détresse pour toutes les personnes que nous avons interviewé·e·s. Le confinement a fonctionné plutôt comme un révélateur : il a dévoilé et creusé les inégalités propres à la population des TDS, qui sont liées à la nationalité, au statut de migrant·e, au type d'activité exercée et à l'origine sociale, sans pour autant en être la cause. Les stratégies de réponse des TDS, face à cette crise, sont des stratégies de maximisation qui puisent dans des « bassins de ressources » complémentaires : elles mélangent le recours à la solidarité informelle, celle des réseaux d'entraide entre pairs, au recours à la solidarité formelle, celle des associations. Le manque d'engagement militant collectif, que nous avons observé auprès de la population d'enquête, n'implique pas l'absence d'une dimension collective dans la réponse à la crise. À l'époque du premier confinement, au contraire, la dimension collective a été centrale, mais elle a été mobilisée sous la forme de réseaux communautaires, toujours de manière informelle et invisible à un regard extérieur.

Les travailleuses et travailleurs du sexe à Marseille aux temps du premier confinement : stratégies de réponse et réseaux de solidarité

Melissa Blanchard

Roberta Derosas

De nombreuses enquêtes ont montré que la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de la Covid-19 a eu des répercussions sévères sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables.¹ Dans un ouvrage qui s'appuie sur les résultats d'une enquête longitudinale menée par l'Ined,² Anne Lambert et Joanie Cayouette-Remblière montrent qu'au cours du premier confinement, imposé en France au printemps 2020, les plus pauvres et les personnes vivant en situation de précarité avant la pandémie ont payé un prix bien plus élevé, en termes de pertes économiques et de bien-être psycho-social, que les classes moyennes et aisées.³ La pandémie a exacerbé la différence de traitement que le système de protection sociale réserve aux populations vulnérables, comme les migrants irréguliers et les travailleurs précaires, qui ont été exclus des programmes étatiques de soutien exceptionnel. Parmi les populations les plus précaires, les travailleuses et travailleurs du sexe (TDS)⁴ ont été particulièrement affecté·e·s par la pandémie, en France comme partout dans le monde,⁵ non seulement à cause de leurs pratiques professionnelles les exposant au risque sanitaire, mais aussi en raison du statut de leur activité professionnelle, non reconnue officiellement. Ceci leur a valu d'être exclu·e·s des mesures d'urgence mises en place, que ce soit au niveau de la protections sociale ou des politiques économiques.⁶

Dans certains contextes, sur le continent américain, en Asie et en Europe, les TDS se sont réuni·e·s en communautés et ont élaboré des stratégies de réponse collectives pour aider leurs

¹ Lambert, Anne et Cayouette-Remblière, Joanie, *L'explosion des inégalités ; classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, La Tour d'Aigues, Editions De L'aube, 2021, 300.

² Enquête COCONEL, pour COronavirus et CONfinement :

https://www.ined.fr/fichier/rte/General/ACTUALITES/Covid19/COCONEL-note-synthese-vague-11_Ined.pdf

³ Des résultats allant dans le même sens ont été obtenus par l'enquête EpiCov, coordonné par l'Inserm (<https://presse.inserm.fr/premiers-resultats-des-enquetes-de-sante-publique-de-linserm-sur-la-covid-19-facteurs-de-risque-individuels-et-sociaux/41032/>).

⁴ Les autrices de ce texte ont décidé de ne pas utiliser les termes de prostitué·e et de prostitution par respect des personnes qui revendiquent le travail du sexe comme une activité librement choisie.

⁵ Jozaghi, Ehsan et Bird, Lorna, « COVID-19 and sex workers: human rights, the struggle for safety and minimum income », *Canadian Journal of Public Health*, 2020, 111, 3, 406-407 ; Lam, Elene, « Pandemic sex workers' resilience: COVID-19 crisis met with rapid responses by sex worker communities », *International Social Work*, 2020, 63, 6, 777-781 ; Platt, Lucy, Elmes, Jocelyn, Stevenson, Luca, Holt, Victoria, Rolles, Stephen et Stuart, Rachel, « Sex Workers Must Not Be Forgotten in the COVID-19 Response », *The Lancet*, 2020, 396, 9-11.

⁶ Liotard, Philippe, « Vulnérabilités des corps méprisés. Les travailleuses et travailleurs du sexe au temps du COVID-19 », *Revue internationale et stratégique*, 2020, 119, 3, 129-138.

pairs à surmonter les difficultés qu’iels rencontraient, notamment en mettant en place des fonds d’urgence et d’entraide.⁷ En France, plusieurs organisations et réseaux d’associations de TDS ont organisé des cagnottes : le Fonds d’aide social trans (FAST), Par et Pour, Cabiria, Grisélidis, le Bus des femmes, le STRASS, TaPotePute.⁸

Cependant, aucune initiative n’a été mise en place par les TDS de Marseille, qui ne sont pas organisé·e·s collectivement. L’objectif de notre enquête, réalisée au temps du premier confinement, était donc de comprendre comment les TDS de Marseille s’étaient réorganisé·e·s face à la diminution ou à l’arrêt du travail imposés par le confinement et à la chute drastique de revenus qui s’en suivait. Sur quels ressorts s’appuyaient-iels pour s’en sortir au jour le jour ? Quelles étaient les stratégies de réponse qu’iels activaient ? En termes plus généraux, il nous intéressait de comprendre, à l’aide de notre cas d’étude, quelles sont les ressources qu’il est avantageux de posséder pour faire face à une crise, en complément des ressources matérielles. Pour répondre à ces questions, cet article discute d’abord le concept de vulnérabilité, qui a orienté notre recherche (1), avant de passer à la méthodologie adoptée (2). Il étudie ensuite la façon dont le premier confinement a affecté l’accès au logement et à l’approvisionnement alimentaire des TDS de Marseille (3). Pour finir, il analyse les stratégies de réponse que les TDS ont adopté à Marseille lors du premier confinement, en portant la focale notamment sur le lien étroit entre solidarités informelles et solidarités « institutionnelles » (4).

1. La crise : vulnérabilités, stratégies de réponse et marges

Les travaux des historiens sur les temps de crise montrent que, si ces dernières touchent toutes les couches sociales, les couches de la population les plus précaires sont atteintes de manière beaucoup plus brutale.⁹ Cela ne dépend pas de la pauvreté en soi, mais d’une accumulation de vulnérabilités, touchant à la fois au travail, aux conditions de vie, aux revenus, au logement, à l’état de santé et à l’accès aux soins.¹⁰ Cette vulnérabilité rend les personnes fragiles, car elles sont « à la merci du moindre accident économique », au point où ce qui pour d’autres serait un « petit coup » peut s’apparenter pour elles à une catastrophe mettant en danger leur existence

⁷ Dziuban, Agata, Moźdrzeń, Martyna et Ratecka, Anna, « “Very little but a lot.” Solidarity within the sex workers' community in Poland during the COVID-19 pandemic », *Gender, Work & Organization*, 2021, 28, S2, 366-377. Les différentes initiatives ont été recensées par le Red Umbrella Fund : <https://www.redumbrellafund.org/covid-initiatives/>

⁸ Liotard, Philippe, « Vulnérabilités des corps méprisés. Les travailleuses et travailleurs du sexe au temps du COVID-19 », *Revue internationale et stratégique*, 2020, 119, 3, 129-138.

⁹ Brodriez-Dolino, Axelle, « En situation de crise, quid des plus démunis ? », *The Conversation*, 2020, 8 avril, <https://theconversation.com/en-situation-de-crise-quoi-des-plus-demunis-134336>,

¹⁰ Brodriez-Dolino, Axelle, « Le concept de vulnérabilité », *La Vie des Idées*, 2016, 11 février, <https://laviedesidees.fr/Le-concept-de-vulnerabilite.html>,

entière.¹¹ Ainsi, les personnes vulnérables, littéralement ayant « une potentialité à être blessées »,¹² sont des victimes potentielles de tout aléa économique, social et sanitaire.

La littérature anthropologique, à l'heure actuelle, aborde la vulnérabilité essentiellement en relation à l'exposition des populations aux effets du changement climatique ou des désastres.¹³

Le concept de vulnérabilité est également employé par l'anthropologie médicale, où la vulnérabilité structurelle est définie comme une position qui impose une souffrance physique et/ou émotionnelle à des groupes et à des individus de manière systématique, car elle serait le produit de l'exploitation économique et de la discrimination sexuelle et raciale.¹⁴ Les différences de classe, de culture, de genre et d'origine ont donc un impact sur les individus, les familles et les communautés, les exposant à des degrés de vulnérabilité plus ou moins importants face aux risques et aux crises, soient-ils climatiques, économiques ou sanitaires : cela s'est manifesté de manière criante lors de la pandémie de la Covid-19.¹⁵ Une lecture heuristiquement féconde de la vulnérabilité est proposée aussi par des travaux relevant de la philosophie politique et des études de genre, qui la considèrent non pas comme une faiblesse,¹⁶ mais comme la condition d'être affecté¹⁷ ou encore une perméabilité.¹⁸

Dans le sillage des travaux cités plus haut, nous entendons la vulnérabilité non pas comme une caractéristique qui serait naturellement attachée à un groupe social spécifique, dans ce cas la population des TDS, ainsi qu'elle est utilisée dans le discours des politiques publiques, mais à la fois comme une condition et comme un statut produits par le contexte socio-économique et

¹¹ Bourdelais, Patrice, « Qu'est-ce que la vulnérabilité ? « Un petit coup renverse aussitôt la personne » (Süssmilch) », *Annales de démographie historique*, 2005, 2, 110, 5-9., p.5

¹² Soulet, Marc-Henry, « La vulnérabilité comme catégorie de l'action publique », *Pensée plurielle*, 2005, 2, 10, 49-59.

¹³ Adams, Vincanne, Kaufman, Sharon R., van Hattum, Taslim et Moody, Sandra, « Aging Disaster: Mortality, Vulnerability, and Long-Term Recovery among Katrina Survivors », *Medical Anthropology*, 2011, 30, 3, 247-270 ; Crate, Susan A et Nuttall, Mark, « The concepts of adaptation, vulnerability, and resilience in the anthropology of climate change: considering the case of displacement and migration » in (Ed.) *Anthropology and Climate Change*, Routledge, 2016, 58-85 ; Albris, Kristoffer, « Disaster anthropology: vulnerability, process and meaning » in (Ed.) *Defining Disaster*, Edward Elgar Publishing, 2022, 30-44.

¹⁴ Quesada, James, Hart, Laurie Kain et Bourgois, Philippe, « Structural Vulnerability and Health: Latino Migrant Laborers in the United States », *Medical Anthropology*, 2011, 30, 4, 339-362.

¹⁵ Team, Victoria et Manderson, Lenore, « How COVID-19 Reveals Structures of Vulnerability », *Medical Anthropology*, vol. 39, n° 8, novembre 2020, p. 671-74. <https://doi.org/10.1080/01459740.2020.1830281> .

¹⁶ Gilson, Erinn, *The Ethics of Vulnerability: A Feminist Analysis of Social Life and Practice*, London, Routledge, 2014, 202.

¹⁷ Butler, Judith, Gambetti, Zeynep et Sabsay, Leticia, *Vulnerability in resistance*, Durham, Duke University Press, 2016, 352., p.6

¹⁸ Sabsay, Leticia, « Permeable Bodies : vulnerability, affective powers, hegemony » in Butler, J., Gambetti, Z. et Sabsay, L. (Ed.) *Vulnerability in resistance*, Durham, NC/London, Duke University Press, 2016, 278-302.

politique.¹⁹ Aussi, elle n'est pas automatiquement synonyme de détresse, mais d'une plus grande exposition aux difficultés économiques, sociales et sanitaires.

De nombreuses recherches sur les stratégies de réponse des populations vulnérables, soient-elles face aux catastrophes naturelles ou aux crises économiques, portent sur la réception des actions institutionnalisées visant la résilience d'une communauté donnée. Ces études considèrent les personnes et les populations touchées davantage comme des victimes, plus ou moins passives et non pas comme des sujets ayant une certaine marge de manœuvre.²⁰ Ainsi, elles ne nous informent pas sur les stratégies mises en place par ces populations. L'anthropologie a, au contraire, montré que les stratégies de réponses des individus et des groupes exposés au risque font état d'une agentivité tactique, leur permettant de naviguer dans des situations d'insécurité extrême.²¹ Adoptant une perspective similaire, notre recherche propose de rendre compte des actions autonomes, mobilisées par les TDS en temps de crise. Elle considère aussi les TDS comme des acteurs ayant la capacité de créer de nouvelles solutions, tout en étant soumis à des contraintes structurelles fortes.

Les questions qui sont au fondement de cette recherche ont une importance centrale pour comprendre, de manière plus large, les répercussions sociales et économiques de la crise socio-sanitaire que nous venons de vivre. Notre enquête illustre ainsi des dynamiques qui vont bien au-delà du cas des TDS et qui touchent tous les secteurs économiques peu visibles et qui souvent s'inscrivent dans le cadre du travail au noir. En effet, elle jette la lumière sur des dynamiques sociales plus vastes : celles qui se jouent dans la relation entre l'État et ses marges. Les anthropologues Veena Das et Deborah Poole notent que les marges de l'État résident à la fois dans ses périphéries – et Marseille en est certainement une, étant une ville de « province » par rapport à Paris, le centre de la vie politique et économique du pays, ainsi qu'un terrain longuement déserté par l'action publique de l'État²² – et dans ces espaces qui s'étendent entre les corps, la loi et la discipline.²³ Ce sont justement les superpositions entre ces deux types de

¹⁹ Giametta, Calogero et Akoro, Joseph S., « Queering social research on sexuality, migration and asylum through co-authoring with participants », *Socioscapes. International Journal of Societies, Politics and Cultures*, 2020, 1, 1, 149-160.

²⁰ Thiele, Maria Elisabeth, « Natural hazards and religion in New Orleans. Coping strategies and interpretations », *Anthropology Today*, 2017, 33, 4, 3-8.

²¹ Utas, Mats, « West-African warscares: Victimcy, girlfriending, soldiering: Tactic agency in a young woman's social navigation of the Liberian war zone », *Anthropological Quarterly*, 2005, 403-430 ; Wutich, Amber et Brewis, Alexandra, « Food, water, and scarcity: toward a broader anthropology of resource insecurity », *Current Anthropology*, 2014, 55, 4, 444-468.

²² Mattina, Cesare, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2016, 426.

²³ Das, Veena et Poole, Deborah, « State and its margins. Comparative ethnographies » in Das, V. et Poole, D. (Ed.) *Anthropology in the Margins of the State*, Oxford, Santa Fe, James Currey, School of American Research Press, 2004, 3-33.

marges que notre étude vise à observer de manière approfondie. Les TDS de Marseille se situent donc aux marges de l'État à plusieurs titres : par le travail qu'ils exercent, qui n'est pas reconnu administrativement et qui donc ne leur offre aucune forme de protection sociale ; par leur implantation géographique ; par le contenu de leur activité professionnelle, qui se déploie entre les corps, la loi et la discipline tendant à le réprimer.

Cependant, bien qu'invisibilisé·e·s par l'État, les TDS ne sont pas invisibles dans la société ni pour la société. D'une part, iels ont souvent continué à être présent·e·s dans leurs lieux de travail, dans le centre-ville de Marseille ainsi que sur Internet, et leurs prestations ont continué à être demandées, au cours du premier confinement. D'autre part, pendant et après celui-ci, de nombreux articles de presse²⁴, ainsi que de nombreux travaux des sciences sociales²⁵ se sont intéressés à leur sort.

2. Une méthodologie participative

Cette recherche a été conçue conjointement par les autrices de cet article, à savoir par une anthropologue et par une travailleuse sociale d'Autres Regards, association marseillaise de santé communautaire travaillant avec et pour les personnes TDS et trans-identitaires (dorénavant trans).

Nous avons adopté une posture plutôt marginale dans les sciences sociales : celle de la recherche participative et de l'écriture collaborative.²⁶ Cette approche a été largement théorisée par les études féministes, toujours attentives au problème de la représentativité et des relations

²⁴ « *Retourner bosser ou crever de faim* » : les travailleuses du sexe à l'épreuve du confinement, publié sur Libération le 30 mars 2020 ; *Coronavirus : mourir de faim ou du Covid-19, la double peine pour les travailleurs du sexe*, publié dans La Provence le 14 avril 2020 ; *Coronavirus : Les travailleuses du sexe réclament un fond d'urgence*, publié sur Huffpost.fr le 6 avril 2020 ; « *Tout le monde s'en fout des putes* » : les travailleuses du sexe très touchées par la crise sanitaire, publié sur Le Monde le 5 juin 2020 ; *Regards croisés sur la prostitution*, diffusé sur France Culture, le 17 juillet 2020.

²⁵ Lam, Elene, « Pandemic sex workers' resilience: COVID-19 crisis met with rapid responses by sex worker communities », *International Social Work*, 2020, 63, 6, 777-781 ; Liotard, Philippe, « Vulnérabilités des corps méprisés. Les travailleuses et travailleurs du sexe au temps du COVID-19 », *Revue internationale et stratégique*, 2020, 119, 3, 129-138 ; Platt, Lucy, Elmes, Jocelyn, Stevenson, Luca, Holt, Victoria, Rolles, Stephen et Stuart, Rachel, « Sex Workers Must Not Be Forgotten in the COVID-19 Response », *The Lancet*, 2020, 396, 9-11 ; Azam, Anahita, Adriaenssens, Stef et Hendrickx, Jef, « How Covid-19 affects prostitution markets in the Netherlands and Belgium: dynamics and vulnerabilities under a lockdown », *European Societies*, 2021, 23, 1, S478-S494 ; Dziuban, Agata, Możdrzeń, Martyna et Ratecka, Anna, « "Very little but a lot." Solidarity within the sex workers' community in Poland during the COVID-19 pandemic », *Gender, Work & Organization*, 2021, 28, S2, 366-377.

²⁶ El Kotni, Mounia, Dixon, Lydia Z. et Miranda, Veronica, « Introduction: Co-authorship as Feminist Writing and Practice », *Cultural Anthropology*, 2020, Member Voices, Fieldsights, February 6, <https://culanth.org/fieldsights/introduction-co-authorship-as-feminist-writing-and-practice>.

de pouvoir implicites dans la production du savoir académique,²⁷ par les études sur les TDS,²⁸ ainsi que par l'anthropologie réflexive.²⁹ D'autre part, la participation est aussi le fondement de la philosophie d'Autres Regards et de collectifs de TDS et de chercheur·e·s qui, comme nous, ont réalisé des enquêtes sur la réponse des TDS à la crise engendrée par la pandémie.³⁰

Notre enquête part du principe que les « informateurs privilégiés » sont aussi des partenaires épistémiques, capables de théoriser leur monde social autant que l'anthropologue qui les interroge.³¹ Aussi, les questionnements et une grille d'entretiens ont été élaborés par les autrices de cet article, tandis que l'enquête a été réalisée pendant le confinement du 17 mars-11 mai 2020 par Roberta Derosas et par une TDS et animatrice « paire » de prévention au sein d'Autres Regards. Elles ont effectué dix entretiens semi-structurés par téléphone auprès des TDS qui ont souhaité témoigner. Neuf de ces personnes étaient déjà connues par l'association, tandis que l'une d'entre elle a pris contact avec l'association suite à l'annonce publicisant l'enquête sur la page Facebook de l'association. Précisons que les TDS ayant participé à cette enquête travaillent librement, sans exploitation et à leur compte.

Parmi les 10 personnes interviewées dans le cadre de cette enquête, 4 étaient de nationalité française, 1 de nationalité portugaise et 5 d'une nationalité extra-européenne (2 de nationalité brésilienne, 1 de nationalité équatorienne et 2 de nationalité algérienne) ; 3 se définissaient femmes, 3 hommes et 4 trans M to F. Les personnes interviewées étaient âgées entre 34 et 60 ans et exerçant comme TDS depuis dix à trente ans : 3 d'entre elles travaillaient habituellement par Internet (sexcam) mais aussi en présentiel à leur domicile (*indoor*) ; 1 travaillait exclusivement *indoor* ; 4 exclusivement dans la rue et 2 alternant *indoor* et extérieur. Cet échantillon est représentatif du public d'Autres Regards, composé de femmes et d'hommes cis et trans, de 18 à 80 ans, travaillant à la fois dans la rue et *indoor* (en lieux privés) et/ou par Internet (sexcam). Cependant, la majorité des TDS connu·e·s par l'association travaille ou a travaillé à l'extérieur. Au sein du public d'Autres Regards, les personnes d'origine française constituent environ un quart du total, tandis que les trois quarts restants sont d'origine étrangère (européenne, maghrébine, africaine, latino-américaine, océanienne).

²⁷ Ribbens, Jane et Edwards, Rosalind (1998) (Ed.), *Feminist Dilemmas in Qualitative Research: Public Knowledge and Private Lives*, Sage, London.

²⁸ Giametta, Calogero et Calderaro, Charlène, « "The Problem of Prostitution": Repressive policies in the name of migration control, public order, and women's rights in France », *Anti-trafficking review*, 2019, 12, 155-171.

²⁹ Holmes, Douglas R. et Marcus, George E., « Collaboration Today and the Re-Imagination of the Classic Scene of Fieldwork Encounter », *Collaborative Anthropologies*, 2008, 1, 81-101.

³⁰ Dziuban, Agata, Moźdrzeń, Martyna et Ratecka, Anna, « "Very little but a lot." Solidarity within the sex workers' community in Poland during the COVID-19 pandemic », *Gender, Work & Organization*, 2021, 28, S2, 366-377.

³¹ Marcus, George E., « Au-delà de Malinowski et après Writing Culture : à propos du futur de l'anthropologie culturelle et du malaise de l'ethnographie », *Ethnographiques.org*, 2002, 1, Avril <https://www.ethnographiques.org/2002/Marcus>

Les différentes typologies de travail se traduisent dans d'importants écarts de revenus : les passes proposées à l'extérieur sont payées de 5 à 50 Euros, tandis qu'une prestation en intérieur est rétribuée en moyenne 100 Euros la demi-heure. Ainsi, à Marseille, la prostitution de rue est, en général, une prostitution « de survie », dans laquelle les passes, très mal rémunérées, permettent juste de payer les nuits d'hôtel et la nourriture. L'écart de rémunération entre la prostitution de rue et celle en *indoor*, voire par Internet, a été relevé par plusieurs études réalisées dans différents pays d'Europe.³² Ces travaux montrent que les TDS exerçant dans la rue gagnent en moyenne 30 % en moins par rapport aux TDS exerçant à domicile.³³ La littérature scientifique indique que le marché du sexe est fortement stratifié, non seulement en relation au type d'activité exercée, qui définit un premier niveau de segmentation. Chaque segment du marché est lui-même segmenté en fonction de l'origine, de l'âge et du genre des TDS, des facteurs qui entraînent une ultérieure variation de revenus.³⁴ L'âge plus jeune et le sexe féminin sont davantage valorisés au niveau des rémunérations, à la fois à cause de la dévalorisation du corps masculin par rapport au corps féminin et du stigma attaché au vieillissement physique.³⁵ Plusieurs travaux ont montré qu'à l'époque du premier confinement, les dynamiques du marché du sexe ont changé, pénalisant en particulier les tranches de la population des TDS déjà plus vulnérables en matière de revenus, à savoir les personnes plus âgées et certains groupes « ethnicisés » (comme les personnes d'origine asiatique et africaine) qui perçoivent, en temps normaux, des revenus plus bas par rapport à leurs collègues d'origine européenne et plus jeunes.³⁶

Les entretiens que nous avons récoltés reflètent ces clivages, mais il est important de souligner qu'ils ne sont représentatifs que d'une partie de la réalité. Premièrement, parce qu'ils n'ont été récoltés qu'auprès du public d'Autres Regards. Deuxièmement, parce que les personnes

³² Adriaenssens, Stef et Hendrickx, Jef, « Calculating value added of prostitution with multiple data: A new approach for Belgium », *Public Finance Review*, 2019, 47, 1, 58-86.

³³ Moffatt, Peter G. et Peters, Simon A., « Pricing personal services: An empirical study of earnings in the UK prostitution industry », *Scottish Journal of Political Economy*, 2004, 51, 5, 675-690.

³⁴ Cunningham, Scott et Kendall, Todd D., « Prostitution 2.0: The changing face of sex work », *Journal of Urban Economics*, 2011, 69, 3, 273-287.

³⁵ Macia, Enguerran, *Dans la peau d'une femme de plus de 65 ans*, Paris, Armand Colin, 2013, ; Mears, Ashley et Connell, Catherine, « The paradoxical value of deviant cases: Toward a gendered theory of display work », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 2016, 41, 2, 333-359.

³⁶ Azam, Anahita, Adriaenssens, Stef et Hendrickx, Jef, « How Covid-19 affects prostitution markets in the Netherlands and Belgium: dynamics and vulnerabilities under a lockdown », *European Societies*, 2021, 23, 1, S478-S494. Adriaenssens, Stef et Hendrickx, Jef, « Sex, price and preferences: accounting for unsafe sexual practices in prostitution markets », *Sociology of Health & Illness*, 2012, 34, 5, 665-680 ; Egger, Peter H et Lindenblatt, Andreas, « Endogenous risk-taking and physical appearance of sex workers », *The European Journal of Health Economics*, 2015, 16, 9, 941-949.

contactées, afin de consolider leurs possibilités d'accéder aux aides octroyées par l'association, peuvent avoir sous-représenté le volume de leur activité au cours du confinement.

3. Dans l'impossibilité de travailler, les difficultés matérielles s'accumulent : le logement et l'approvisionnement alimentaire

Toutes les personnes interviewées ont fait état des difficultés importantes qu'elles ont rencontrées suite à la mise en place du confinement du printemps 2020. Ces difficultés concernaient plusieurs domaines et découlaient de l'impossibilité formelle de travailler, à cause de l'assignation à résidence et de la diminution du flux de clients liées aux restrictions de mouvement imposées par le confinement. Seules les personnes travaillant par Internet (une minorité) arrivaient encore à gagner suffisamment pour subvenir à leurs besoins. Les autres étaient obligées de puiser dans leurs économies, le plus souvent déjà bien maigres, de solliciter leurs réseaux sociaux ou de s'adresser aux deux associations de soutien aux TDS présentes à Marseille³⁷ pour obtenir une aide financière ponctuelle. Dans ce paragraphe, nous allons examiner les conséquences matérielles de la crise, touchant au travail, au logement, à l'approvisionnement alimentaire.

3.1. Le travail

Si le volume de l'activité professionnelle a diminué à cause des limitations imposées à la circulation, les TDS que nous avons interviewé·e·s n'ont pas toujours arrêté de travailler au cours du premier confinement. Certain·e·s d'entre eux et elles, en effet, ne pouvaient pas se permettre de perdre la totalité de leurs revenus, quitte à braver une fois de plus les interdits imposés par l'État. Ainsi, des TDS travaillant en intérieur ont continué de recevoir des clients, bien qu'en nombre réduit.

Fernanda,³⁸ une trans brésilienne de 48 ans qui travaille en appartement grâce à des annonces postées sur Internet, n'a eu d'autre choix que de continuer à travailler, faute d'avoir de quoi payer son loyer et ses courses :

Depuis que le confinement a été décrété, beaucoup de clients m'ont contactée. Il m'arrive d'accepter des clients chez moi. Je me protège autant que possible avec des masques et en essayant de proposer un autre type de pratiques, avec moins de contacts ...

³⁷ Ces associations sont Autres Regards et l'Amicale du Nid 13.

³⁸ Afin de préserver l'anonymat des personnes interviewées, tous les prénoms ont été modifiés.

(Fernanda, 6 avril 2020)

Face au constat que les personnes travaillant via Webcam arrivent à maintenir une activité, certain·e·s TDS travaillant en présentiel ont pris en considération la possibilité de basculer sur la toile. Cependant, rares sont les personnes qui ont réalisé cette transition, à la fois par manque de familiarité avec les outils informatiques et les mondes virtuels et à cause de la difficulté de réaménager leurs pratiques. À cela s'ajoutent des obstacles d'ordre administratif, car il faut déclarer l'activité sous le régime de l'auto-entrepreneuriat à l'Urssaf et par conséquent la notifier au trésor public.

Hector, un Français de 34 ans qui travaille comme escorte entre Marseille et Paris grâce à des annonces postées sur Internet, travaillait encore sous le confinement. Il constatait, cependant, une diminution importante du volume d'activité. Pour lui, ce qui a changé dans la sphère professionnelle, au cours du confinement, ce ne sont pas les pratiques, mais l'attitude des clients, qui est devenue plus injurieuse que d'habitude. Les clients ont attaqué Hector parce qu'il continuait de travailler, alors qu'eux disaient respecter l'obligation de ne fréquenter personne. Ils mettaient ainsi sur le même plan ce qui pour eux peut s'apparenter à un loisir et ce qui pour Hector est un travail à part entière.

Pour moi, en ce moment, il y a une grosse perte d'argent... la première semaine de confinement, j'étais en mode « je ne travaille pas ». Après, j'ai commencé et depuis j'ai fait deux ou trois clients. Beaucoup moins que d'habitude, car à Marseille, d'habitude, on fait cinq-six clients par semaine.

Là, tu vois, quand je suis connecté, par exemple en ce moment (sur mon compte escorte), j'ai des messages qui sont super insultants de la part de mes clients qui me disent « Mais qu'est-ce que tu fous là, t'es connecté alors qu'il faut être confiné chez soi... ». Et j'ai envie de dire : « Mais mon coco, toi aussi tu es connecté, donc t'es quand même à la recherche de quelqu'un ». (...) J'ai reçu plein de messages d'insultes... Du coup, en ce moment, j'essaye de passer à autre chose, de faire de la sexcam, mais ce n'est vraiment pas mon truc. C'est un autre type de travail... et il faut s'y connaître, aussi, parce qu'il y a beaucoup de cyber-harcèlement.

(Hector, 15 avril 2020)

En revanche, pour ceux qui travaillent dans la rue, la poursuite de l'activité s'est avérée beaucoup plus compliquée. Ali, un algérien de 55 ans qui travaille comme travesti, constate :

Avec le confinement, je ne peux pas sortir et même si je sors, je sors pour rien, parce que il n'y a plus personne qui passe et mes clients n'arrivent pas. Les clients ont peur, donc si je dois me préparer, prendre du temps, aller en bas de chez moi pour rien du tout, ah non, ce n'est pas la peine !

Si je savais qu'il y avait des clients j'irai travailler, mais protégé avec un masque et des gants. Je n'ai pas peur des clients, je peux réadapter mes pratiques.

L'arrêt prolongé du travail qui, nous le rappelons, n'était compensé par aucune mesure étatique, n'était pas envisageable pour l'entièreté des personnes interviewées. En revanche, nos données montrent qu'un arrêt temporaire a été le plus souvent mis en acte par des TDS originaires d'Europe occidentale. Ainsi Paula, une portugaise de 55 ans qui travaille à la fois en extérieur et *indoor*, explique :

J'ai arrêté. C'est simple : je ne veux pas attraper la Covid et je ne sais pas comment me protéger. On ne trouve pas de masques, pas de gel... rien. Et pour les clients c'est la même chose. Cependant, le besoin économique va me pousser à recommencer. J'avais des économies, mais elles sont en train de terminer, donc il faudra que je recommence à travailler.

(2 mai 2020)

Lauranne, une française de 59 ans qui travaille dans la rue dans sa camionnette, abonde dans le même sens :

J'ai totalement arrêté pendant deux mois, par peur de prendre ce virus et de contaminer, mais par peur de la police aussi, des contrôles. Mais là, je vais reprendre. Je n'ai plus rien, je ne peux plus survivre. Depuis le début du confinement, je n'arrive plus à payer mon loyer et mes factures. Mon propriétaire est gentil, mais bon, je ne peux plus continuer comme ça. Je ne peux demander d'aide à personne. J'ai deux fils ici, mais ils pensent que je suis secrétaire d'un notaire depuis plus de vingt-cinq ans, ils ne comprendraient pas.

(10 avril 2020)

En analysant les entretiens il apparaît que les TDS ont réagi de trois manières différentes face à l'arrêt du travail officiellement imposé par le confinement. Certain·e·s ont continué de recevoir des clients à domicile ; d'autres ont arrêté par manque de clients en extérieur ; d'autres encore ont arrêté de travailler par choix, notamment par peur de la contamination. Les TDS qui se sont arrêté·e·s par choix sont toutes des femmes de nationalité européenne. Cela semble suggérer qu'avoir une nationalité européenne conférerait des avantages, des ressources, permettant d'arrêter de travailler, au moins de façon temporaire, aux TDS qui le souhaitaient. Nous allons voir dans le prochain paragraphe que ces ressources sont liées essentiellement au fait d'être propriétaire de son logement et/ou d'avoir un réseau familial fournissant un appui matériel qui permet de continuer de vivre décemment.

3.2 Le logement et l'approvisionnement alimentaire : « Faut-il qu'on tombe malade pour qu'on s'occupe de nous ? »

La réduction des revenus entraînée par la diminution de l'activité professionnelle a engendré des situations graves. Fernanda s'est retrouvée dans des conditions de vie très compliquée :

Je n'arrive pas à payer mon loyer. Ce mois-ci, j'ai dû emprunter 100 Euros à une copine. Avant, j'arrivais toujours à payer mon loyer toute seule, mais je n'avais pas d'économies de côté. Maintenant, au vu du manque d'activité et du confinement, je dois demander de l'aide à mes amies, parce que même si je touche l'AAH,³⁹ je n'ai pas de contrat de location. Donc, je ne peux pas demander de l'aide à la CAF. Je paie 550 Euros par mois. Il ne me reste que 300 Euros par mois : pour vivre, c'est impossible. (...) C'est très compliqué : je reçois un colis alimentaire que j'ai pu chercher. Là, je t'avoue que j'ai rencontré quelqu'un qui est très gentil, qui m'a fait changer la vision de choses... j'aimerais bien changer de vie ... mais ce n'est pas facile. De temps en temps il arrive, il me donne 50 Euros, il me donne des cigarettes.
(Fernanda, 6 avril 2020)

C'est également le constat que fait Ali :

³⁹ Allocation aux Adultes Handicapés. Trois TDS sur les dix interviewés déclarent toucher cette allocation. Les raisons justifiant ces allocations sont des infections de longue durée (par exemple le SIDA), des problèmes de santé liés à la transition et des troubles psychiatriques qui, à leur tour, peuvent parfois accompagner la transition.

J'habite un studio dans un quartier élégant de la ville. J'ai un contrat de location régulier, mais en ce moment je n'arrive pas à payer mon loyer. Avant le confinement, je n'avais pas de problème à le régler. Actuellement, pour m'en sortir, des fois, je demande à votre association, des fois je demande à une autre association. Je n'ai pas d'économies de côté. Pour payer mes courses, des fois je demande à des amis et quand j'encaisse de l'argent je rembourse et il ne me reste rien. Des fois, c'est mes voisins qui me font des courses et les laissent devant la porte. La semaine dernière, un voisin m'a donné une enveloppe avec 50 Euros, l'autre jour une voisine m'a donné les pizzas qu'elle avait faites.

(Ali, 8 avril 2020)

Oscar, un algérien de 51 ans qui travaille dans la rue, se trouve dans la même situation :

J'habite un T2 depuis dix ans. J'ai toujours payé mon loyer, avec ma CAF, avec mon AAH et avec mon travail. Du coup, moi, le loyer ça va, mais les courses, la nourriture... et le mois prochain c'est l'électricité. Comment veux-tu que je paie... J'ai une amie, une Française, qui travaille elle aussi. Elle m'aide, elle est tellement gentille. Elle m'a donné 50 Euros, comme ça je peux payer mes clopes. Avant je ne demandais pas, mais là, aujourd'hui, j'ai besoin de l'aide de l'association pour mes factures, pour payer mes courses...

(Oscar, 20 avril 2020)

Les entretiens récoltés montrent que, pour s'en sortir au cours du premier confinement, les TDS de Marseille ont mis à contribution tous leurs réseaux : les amis, les voisins, mais aussi les associations de soutien aux TDS actives sur le territoire. Certains TDS ont même essayé de faire appel à la solidarité des clients, sans pourtant recevoir de soutien.

Hector en fait l'amer constat :

Le message que j'ai posté dans mon profil était un message un peu politique, au début du confinement : j'ai dit qu'il y aurait eu un manque de travail, un manque de revenus. Je faisais appel aux dons et à la générosité de mes clients pour qu'ils m'aident et ils me versent une petite somme pour subvenir à mes besoins durant cette période. Malgré tout, je n'ai rien reçu. C'était un message pour dire que si je

ne travaille pas, personne ne s'occupe de moi, ou me donne le chômage par rapport à mon activité.

A part le travail, je n'ai pas vraiment d'autres revenus... Enfin, j'ai le RSA,⁴⁰ mais pour moi ce n'est pas un vrai revenu car je le partage avec une amie et collègue qui vit et travaille en Espagne. Elle est dans une situation économique très compliquée et ne peut pas travailler. Donc les 500 Euros du RSA qui me sont attribués, sont partagés de manière paritaire entre moi et cette amie. Je garde 250 Euros et je lui envoie 250 Euros. J'ai les APL⁴¹ et vu que j'ai un résiduel de loyer qui monte plus ou moins à 250 Euros, avec les 250 Euros du RSA je peux payer mon loyer.

(Hector, 15 avril 2020)

Nadia, une trans brésilienne de 41 ans qui travaille par Internet a une lecture très critique de l'attitude de l'État envers les TDS en temps de crise sanitaire :

Jusqu'à maintenant, j'ai toujours payé tout toute seule : ma carte santé, le loyer, EDF, les charges, les impôts, l'avocat pour mes démarches administratives [changement de sexe, acquisition de la nationalité française], j'ai même des chats à nourrir. Après, la situation des travailleurs du sexe en ce moment est très très compliquée. Il faut quoi ? Il faut qu'on tombe malade pour qu'on s'occupe de nous ? Et pourtant je paye les impôts alors ce n'est pas correct, tandis que moi je l'ai été !

(Nadia, 24 avril 2020)

L'indignation de Nadia est celle de tou·te·s les TDS, qui se sentent abandonné·e·s par l'État. Le sentiment d'injustice est d'autant plus fort pour ceux et celles qui paient leurs impôts à un État qui ne leur garantit en contrepartie aucun soutien. Ce manque de reconnaissance diffuse aussi dans le reste de la société, jusqu'à toucher les clients habituels des TDS, qui refusent de venir en aide aux TDS qu'ils fréquentent habituellement.

La crise socio-sanitaire et la diminution du volume du travail ont donc entraîné une situation de profond dénuement, plongeant certain·e·s TDS dans une situation de précarité économique et alimentaire sans précédents. Toutefois, comme l'indiquent les extraits d'entretiens, bien que le volume du travail se soit dégradé pour tou·te·s, iels ne sont pas tou·te·s tombé·e·s dans une

⁴⁰ Revenu de Solidarité Active

⁴¹ Aides Personnelles au Logement

situation de détresse. Certain·e·s ont pu faire face à l'adversité mieux que d'autres, notamment lorsqu'ils étaient propriétaires de leur logement, étaient de nationalité européenne et pouvaient jouir d'un réseau familial actif dans la région. C'est le cas de Karine, une trans française de 50 ans, originaire de Marseille. Karine travaille d'habitude *indoor* en s'appuyant sur des annonces diffusées par Internet. Au cours du confinement, elle a été beaucoup sollicitée par ses clients, mais n'a pas souhaité donner suite à ces demandes par crainte d'attraper la Covid. Karine pouvait se le permettre car elle est propriétaire de deux appartements qu'elle a hérités de ses parents :

Je suis propriétaire de l'appartement dans lequel j'habite, donc je ne paye pas de loyer, j'ai juste la taxe foncière, la taxe d'habitation et le syndic. Avant, j'arrivais à bien vivre... maintenant que je suis confinée c'est un peu plus compliqué, car j'ai beaucoup de frais.

En fait là, ma tante me demande toutes les semaines s'il me reste de l'argent sur mon compte. Mais je ne suis pas vraiment inquiète. J'ai une agence immobilière qui me verse 800 Euros par mois pour la location d'un deuxième appartement dont je suis propriétaire et après j'ai l'AAH pour 400 Euros. J'ai, comme tout le monde, à payer l'électricité, le téléphone, la nourriture. Même si en ce moment je ne fais pas grand-chose, je n'ai pas assez et c'est assez angoissant.

(Karine, 25 avril 2020)

La situation de Karine est similaire à celle de Paula, qui vit entre Marseille et le Portugal, où elle s'est réfugiée au cours du confinement.

Actuellement, je suis à l'étranger, à *** depuis la mi-mars. Je pensais que je n'aurais pas pu partir, mais je suis arrivée à décoller. Je savais qu'à *** ç'aurait été plus facile pour moi. À *** je suis propriétaire d'une villa avec un grand jardin, qui est mieux que le petit appartement où je vis à Marseille et ici la vie est moins chère. Je ne demande de l'aide à personne. Je n'arrive à subvenir à mes besoins que parce que je suis à ***. Si je me trouvais en France, ça serait beaucoup plus difficile. J'arrive à m'en sortir pour l'instant, parce que je suis dans ma maison et j'utilise l'argent que j'avais mis de côté. Mais j'ai presque tout terminé.

(Paula, 2 mai 2020)

Le décalage observé entre les TDS qui ont sombré dans une situation d'indigence et celles qui ont réussi à naviguer dans l'adversité sans rencontrer d'extrêmes difficultés semble indiquer qu'il y a une connexion entre la possession d'une nationalité de l'Union européenne et la profondeur temporelle de la présence à Marseille (deux facteurs qui vont souvent de pair) d'une part et la possession de ressources matérielles, un patrimoine, dont la propriété d'un logement, d'autre part. Ces différents capitaux, juridique et matériel, ont été fondamentaux pour déterminer la capacité de certains TDS à faire face à la crise socio-sanitaire. La liberté de circuler dans l'espace Schengen, associée à la possession d'un passeport européen semble être un facteur additionnel, à mobiliser en cas de crise et permettant, en s'adossant à un capital investi dans d'autres pays européens, de profiter du différentiel économique entre le coût de la vie en France et dans les pays d'Europe du Sud.

Notre enquête semble montrer qu'être d'origine européenne signifie avoir une profondeur temporelle d'enracinement familial en Europe que les migrants extra-européen, étant arrivés plus récemment à Marseille, n'ont pas. Comme corollaire, être Européen implique d'avoir possiblement à disposition sur place ou à proximité un (petit) patrimoine, notamment immobilier, et éventuellement des liens familiaux actifs, sur lesquels s'appuyer pour amortir les effets de la pandémie. Il y aurait donc une relation entre la nationalité (Union Européenne/non Union Européenne), la durée de la présence à Marseille, le capital matériel et la mobilité, qui s'est avérée fondamentale pour maintenir un niveau de vie décent en temps de crise.

4. Les stratégies de réponse à la crise : solidarités informelles et solidarité « institutionnelle »

Si on examine les stratégies par lesquelles les TDS de Marseille ont fait face à la crise, il apparaît qu'elles entremêlent le recours à des solidarités formelles (le réseau des paires, le voisinage) et à des solidarités institutionnelles (dans ce cas associatives).

Les extraits d'entretiens montrent que, dans une situation dramatique comme celle engendrée par le premier confinement, les TDS à Marseille n'ont pas adopté une réponse commune. À la différence de ce qui s'est passé dans d'autres villes de France et du monde, les TDS à Marseille ne se sont pas uni·e·s dans un collectif pour demander à ce que les institutions reconnaissent leur condition et/ou pour mettre en commun les ressources individuelles à leur disposition afin de venir en aide aux collègues en situation de détresse. Pour faire face à la crise, les TDS de Marseille ont plutôt agi de manière individuelle et fait appel à tous leurs réseaux de

connaissances. Ces réseaux, leur capital social,⁴² se sont ainsi transformés en source de capital économique.

Selon ce qui ressort des entretiens, le réseau familial a été peu sollicité : souvent celui-ci se trouve dans un autre pays, dispose déjà de peu de moyens, ou alors il n'est pas informé de l'activité professionnelle de la/du TDS. Le réseau de voisinage a été interpellé et, le plus souvent, s'est mobilisé de sa propre initiative, mais le réseau qui a été le plus sollicité et qui, à son tour, s'est le plus mis au travail, en absolu, c'est celui des TDS mêmes. Ce dernier comprend les connaissances et les ami·e·s exerçant la même activité, bien souvent à Marseille, mais peut aussi s'étendre aux TDS travaillant dans d'autres pays européens : il s'agit donc d'un réseau à la fois local et transnational. Selon les animatrices « pairs » qui travaillent à Autres Regards, ce réseau fonctionne comme une sorte de famille, au sein de laquelle les TDS s'entraident et font preuve de solidarité. Il n'aspire cependant pas à se montrer dans l'espace public, ce qui explique qu'il n'y ait pas eu de mobilisation politique collective.

Les TDS expliquent que le support entre pairs « existe depuis toujours » : le fait de connaître les risques et les avantages du métier, ainsi que la stigmatisation à laquelle il est soumis, engendre la conscience d'appartenir à une même « catégorie socio-professionnelle », s'accompagnant de pratiques de support mutuel qui visent à pallier l'absence de l'État. Ayant peu de moyens à disposition, le support matériel que ce réseau peut offrir est limité. Sa force réside essentiellement dans ses ressources immatérielles, à savoir dans la transmission d'informations par le bouche-à-oreille. Si des aides financières ponctuelles peuvent circuler dans ces réseaux, la solidarité se manifeste premièrement par le partage d'informations « vitales » : des informations concernant les aides « institutionnelles » (c'est-à-dire octroyées par les Associations présentes sur le territoire marseillais grâce à des subventions privées et publiques) dont iels peuvent bénéficier. Parmi celles-ci figurent les aides financières mises à la disposition des TDS par Autres Regards pendant le confinement : enveloppes pour le paiement des loyers et des dettes locatives et tickets service destinés à l'achat de biens alimentaires.⁴³ À cela, s'ajoutaient les fonds qu'Autres Regards a reçu de la part du Syndicat du TRAvail Sexuel (STRASS), basé à Paris, qui avait constitué une cagnotte pour subvenir aux besoins des TDS en difficulté au niveau national.⁴⁴

⁴² Bourdieu, Pierre, « Le capital social: notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, 31, 2-3.

⁴³ En constatant que son public avait des besoins urgents en termes d'approvisionnement alimentaire et de mise à l'abri (paiement des loyers), l'association a sollicité et obtenu des fonds de la Fondation de France, de la Préfecture des Bouches du Rhône, du Secours Catholique, de la Fondation Abbé Pierre.

⁴⁴ Les TDS de Marseille la connaissaient peu : iels l'ont connue essentiellement par le biais d'Autres Regards.

Bien sûr, tou-te-s les TDS de Marseille ne forment pas un réseau : iels sont inséré-e-s dans une pluralité de réseaux d'interconnaissance, qui se superposent et qui évoluent par niveaux dégressifs d'inclusion. Ces réseaux recourent en partie la segmentation du marché sexuel que nous avons évoquée plus haut et sont structurés en fonction de l'origine, du lieu de travail, du genre des TDS. Un premier niveau de solidarité, le plus inclusif, est défini par l'appartenance à la même catégorie socio-professionnelle, celle des TDS. Un second niveau de solidarité coïncide avec le partage d'une même origine nationale ou de la même identité de genre, dans le cas des trans. Ainsi, les Brésilien-ne-s informent les Brésilien-ne-s, les Algérien-ne-s renseignent les TDS d'Algérie et ainsi de suite. Les trans, indépendamment de leur origine, informent les autres trans. Un troisième niveau de solidarité est défini par le lieu de travail, pour ce qui concerne la prostitution de rue, à savoir par les trottoirs sur lesquels les TDS se répartissent par origine.⁴⁵ Ainsi, l'élément géographique (le lieu de travail dans la ville) dessine des sous-ensembles dans les réseaux de TDS construits sur la base de l'origine et du genre. Le fait d'être inséré-e ou pas dans un réseau a donc pu créer des inégalités sociales qui sont venues s'ajouter à celles que le confinement a exacerbées. En effet, pouvoir accéder aux informations transmises par le réseau peut déterminer les conditions de la survie. Aussi, à la suite de l'aide obtenue par l'une d'entre elle, toutes les TDS bulgares hébergées à l'hôtel et étant dans le besoin ont contacté Autres Regards pour obtenir une aide au paiement du loyer, alors que les TDS des rues Curiol/Thiers/Senac⁴⁶ ont appelé Autres Regards pour recevoir des Tickets Service. Les réseaux de solidarité déjà actifs en temps normaux ont donc amplifié leur activité pendant le confinement.

Ces réseaux se fondent sur le concept de proximité : proximité morale (partage d'une même situation, solidarité, empathie) et proximité géographique. La proximité est nécessaire pour organiser une aide et un soutien personnalisés et est au fondement du sentiment d'appartenir à une même communauté. Cependant, la proximité peut aussi s'avérer oppressante, car tout ce qui se passe dans ces communautés se sait, les commérages vont bon train et les jalousies accompagnent les échanges et les différentes formes de solidarité.

Les commérages, activité constitutive de tout groupe, à travers laquelle ses membres échangent des transactions morales sur la façon légitime de se comporter,⁴⁷ peuvent s'avérer extrêmement oppressants pour les personnes ayant un rôle à la fois d'*insider* et d'*outsider* dans ces

⁴⁵ Rues Curiol, Sénac et Thiers (Europe) ; Boulevard du Prado (Cameroun, France, Algérie) ; Boulevard de Plombières (Nigéria).

⁴⁶ Il s'agit de la zone historique du travail du sexe à Marseille, située dans le centre-ville, aux abords de la Canebière, dans laquelle exercent surtout des TDS d'origine européenne, agé-e-s de 45 à 70 ans.

⁴⁷ Paine, Roberts, « What is Gossip About? An Alternative Hypothesis », *Man*, 1967, 2, 2, 278-285.

communautés, comme les TDS salarié·e·s d'Autres Regards. Se situant à la fois des deux côtés d'une frontière de loyauté (loyauté à l'association/ loyauté à la communauté des TDS), le comportement de ces personnes est constamment commenté et critiqué par les TDS de leur réseau, les mettant en porte à faux vis-à-vis des deux contextes dans lesquels iels s'inscrivent.

Conclusion : face à la dégradation des conditions de vie, la centralité des réseaux d'entraide

Pour revenir aux questions que nous nous sommes posées au début de cet article, nous avons observé que les TDS de Marseille, aux temps du premier confinement, réunissaient plusieurs caractéristiques de la vulnérabilité. En effet, iels se trouvaient aux marges de l'État et des droits associés au travail, y compris le chômage, par le type de profession exercée ; iels se trouvaient dans une condition de santé souvent précaire, du fait de pratiques professionnelles parfois à risque ou des traitements liés au changement de genre ; soumis·es aux fluctuations abruptes du volume du travail et donc à une perte brutale de revenus ; souvent sans économies ou ressources de secours, car ayant migré relativement récemment et originaires de familles ayant peu de moyens ; souvent stigmatisés à cause de leur profession, origine, orientation sexuelle.

Le manque de reconnaissance, de la part de l'État, du travail du sexe en tant que profession et l'invisibilisation de la catégorie socio-professionnelle des TDS au cours du premier confinement ont contribué à dégrader la situation économique et sociale des TDS de Marseille. Cependant, le confinement n'a pas entraîné la même situation de détresse pour toutes les personnes que nous avons interviewé·e·s : les TDS ne sont pas tou·te·s vulnérables de la même manière ou au même degré. Notre enquête a montré que le type d'activité exercée (dans la rue versus en *indoor* et/ou par Internet) ainsi que la nationalité (UE/non UE), la profondeur temporelle de l'installation à Marseille, la propriété d'un logement (corollaire de la nationalité européenne, au sein de la population interviewée) et, plus largement, la présence d'un patrimoine familial (aussi exigü soit-il), ont été des éléments déterminants pour établir celles et ceux qui ont chuté dans une situation de pauvreté et celles et ceux qui ont pu traverser cette période, avec des sacrifices, mais sans rencontrer de difficultés majeures dans la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

L'intersectionnalité des inégalités⁴⁸ est donc particulièrement évidente dans le cas des TDS. Ainsi, comme le relèvent Ciavolella et al.,⁴⁹ il nous semble que la pandémie de la Covid-19, et le confinement en particulier, ont fonctionné comme un révélateur : ils ont dévoilé et creusé les inégalités qui sillonnent la population des TDS et qui sont liées à la nationalité, au statut de migrant·e, au type d'activité exercée et à l'origine sociale, sans pour autant en être la cause. D'autres enquêtes scientifiques pointent dans une direction légèrement différente :⁵⁰ elles ne décèlent pas une augmentation des inégalités propres à la population des TDS, notamment en matière de revenus et concluent que, au cours de ces périodes de confinement, les vulnérabilités existantes se sont reproduites, mais pas renforcées.

Les stratégies de réponse des TDS que nous avons interviewé·e·s, face à cette crise, sont des stratégies de maximisation : elles mélangent le recours à la solidarité informelle, celle des réseaux d'entraide entre collègues, au recours à la solidarité formelle, celle du soutien des associations. Ces « bassins de ressources » se sont avérés complémentaires : aussi la solidarité institutionnelle a consolidé et fluidifié les solidarités informelles dans le groupe des pairs. Nous avons observé le déploiement d'un véritable « savoir-faire », un savoir utiliser les institutions/associations de la part des TDS interviewé·e·s, avec lesquelles iels entretiennent un rapport instrumental.⁵¹ En effet, au cours du confinement, les TDS se sont adressé·s alternativement aux deux associations de soutien aux TDS présentes sur le territoire marseillais, qui s'inscrivent dans deux logiques contraires : Autres Regards, association de santé communautaire, travaille pour et avec les TDS, tandis que L'amicale du Nid 13 est une association abolitionniste, donc opposée à la pratique prostitutionnelle. S'il relève d'un choix de survie, le rapport utilitariste à ces organismes idéologiquement antithétiques reflète aussi l'absence de militantisme de la majeure partie des TDS que nous avons rencontré·e·s. Les TDS militant·e·s sont peu nombreux·ses à Marseille et quand militance il y a, elle est exercée plutôt dans des réseaux internationaux que dans des réseaux locaux.

Le manque de militantisme de la plus grande partie des TDS de Marseille nous semble lié aussi à la composition de cette population, à forte prévalence de migrants issus de l'aire

⁴⁸ Crenshaw Williams, Kimberle et Bonis, Oristelle, « Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 2005, 2, 39, 51-82 ; Lépinard, Éléonore et Mazouz, Sarah, *Pour l'intersectionnalité*, Paris, Anamosa, 2021, 72.

⁴⁹ Ciavolella, Riccardo, Melenotte, Sabrina, Rebucini, Gianfranco et Wittersheim, Eric, « Au-delà de l'anthropologie politique. Introduction », *Condition humaine/Conditions politiques. Revue internationale d'anthropologie du politique [En ligne]*, 2021, 2, <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=566>.

⁵⁰ Azam, Adriaenssens et Hendrickx 2021, *Ibid.*

⁵¹ Mai, Nicola, « Between Embodied Cosmopolitanism and Sexual Humanitarianism: the fractal mobilities and subjectivities of migrants working in the sex industry » in Anteby-Yemini, L., Baby-Collin, V. et Mazzella, S. (Ed.) *Borders, Mobilities and Migrations, Perspectives from the Mediterranean in the 21st Century*, Bruxelles, Peter Lang, 2014, 175-192.

méditerranéenne pour les plus âgé·e·s (entre 60 et 80 ans) ou du Nigéria et de la Bulgarie pour les plus jeunes. Il s'agit souvent de personnes peu éduquées, lointaines de l'assomption du stigma et de la revendication du travail du sexe. Ceci nous mène à souligner l'importance de situer la vulnérabilité et les stratégies de réponse aux crises au sein de contextes historiquement, économiquement et politiquement situés, afin de les appréhender dans toute leur complexité.⁵² Le manque d'engagement militant collectif que nous avons observé auprès de notre population d'enquête n'implique pas l'absence d'une dimension collective dans la réponse à la crise. À l'époque du premier confinement, au contraire, la dimension collective a été centrale, mais elle a été mobilisée sous la forme de réseaux communautaires, toujours de manière informelle et invisible à un regard extérieur.

⁵² Pritzker, Sonya E, « Language, emotion, and the politics of vulnerability », *Annual Review of Anthropology*, 2020, 49, 1, 241-256.